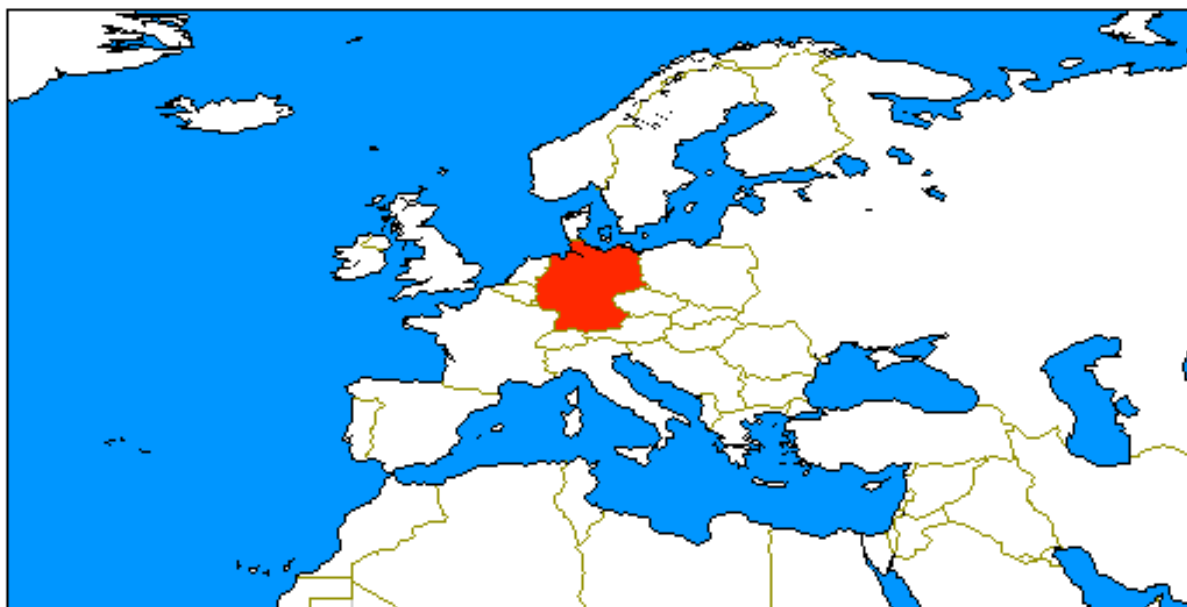


ALLEMAGNE



Bilan de la réunification

“*Une expérience unique et sans précédent dans l'histoire*”, avait déclaré Helmut Kohl qui n'imaginait pas, en 1989, l'ampleur du défi financier que devrait relever la RFA. De 1991 à 1994, l'ex-RDA a reçu 226 milliards de marks (870 milliards de francs) et sans cette ponction, le budget fédéral aurait été en excédent. Le pouvoir d'achat des Allemands de l'Est a progressé de 50 % même si les emplois ont chuté et le taux de croissance à la chinoise se situe, selon les secteurs, entre 9 % et 20%.

Bonn a investi 2,4 milliards de marks pour la recherche et le développement de l'industrie Est-allemande, afin qu'elle devienne une vitrine de la high-tech à la fin du siècle. Le plan prévoit de faire passer les emplois industriels de 620 000 à 1,5 million. Sans le professionnalisme des responsables de l'Ouest, le redressement économique eût été impossible.

Citons quelques chiffres :

- les abonnés au téléphone sont passés de 1,8 à 4 millions;
- 7 000 kilomètres de route ont été construits et 3 000 km de voies ferrées rénovées;
- le parc de voiture a presque doublé, atteignant 6,7 millions de véhicules;

- les connexions au gaz de ville se sont multipliées par six (3,2 millions);
- 30 000 logements sont construits chaque année, contre 10 000 avant 1989;
- le nombre de commerces dépasse les 150 000 (20 000 avant la réunification);
- 500 000 PME ont été créées en cinq ans.

Ce qu'est l'Allemagne

Aucune démonstration sur l'attrait irrésistible d'une économie puissante ne s'est révélée aussi convaincante que dans le cas de la réunification allemande. Doit-on rappeler que la RDA était considérée comme l'élève modèle de la communauté marxiste ? Son exemple était abondamment cité comme une réussite industrielle incontestée, démontrant qu'un centralisme totalitaire était à même de développer une société à la fois égalitaire, prospère et harmonieuse.

Les événements de 1989 sont éloquents par bien des aspects : un régime basé sur une dictature bureaucratique a pu faire illusion jusqu'au dernier moment, par sa façade officielle qui dressait devant l'observateur un décor rendant l'analyse difficile.

Prenons acte qu'aucune idéologie ne peut se perpétuer face à l'échec économique : soit elle se cristallise dans une recherche de conquête militaire, comme l'histoire en est parsemée, soit elle s'enferme dans une religiosité ombrageuse, soit elle se vend au vainqueur.

Les Allemands de l'Est ayant voté pour le modèle de consommation occidental, les superstructures bureaucratiques inefficaces se sont affaïssées, entraînant le Parti et l'Armée.

Reconnaissons que si la RDA s'est ralliée aussi facilement, cela s'explique par l'état des lieux : le clinquant de la façade masquait en effet un délabrement avancé. L'aide massive prévue jusqu'à l'an 2 000, associée à une politique de privatisation accélérée, permettait de parier pour une transition en douceur. Cette vision optimiste a failli être contredite par les faits. En 1990-91, la production industrielle s'est effondrée de moitié et les salaires de l'Est, qui n'atteignaient que le tiers de ceux de l'Ouest, représentent aujourd'hui 80 % de ceux-ci. Il s'agissait aussi de remettre sur pied le réseau ferroviaire et 60 % du réseau routier, ainsi que de créer un réseau de télécommunication moderne pour que les sociétés puissent fonctionner normalement.

La RDA était véritablement un cancre, comme l'a écrit Luc Rosenzweig, dans *le Monde*, et, qui plus est, un cancre qui avait falsifié ses carnets de notes. Quant à la pollution, elle atteignait des chiffres records qui en faisaient le champion du désastre écologique.

Les graves difficultés rencontrées ne doivent pas faire oublier la persévérance de la RFA pour réussir son pari. Il est vrai qu'elle pouvait compter sur une puissance industrielle équivalente à celle de la Grande-Bretagne et de la France réunies, ainsi que sur de confortables réserves en devises (430 milliards de DTS).

Un Etat fort est d'abord un Etat qui s'appuie sur une industrie performante. La puissance industrielle de l'Allemagne induit une puissance économique elle-même source de puissance financière et de puissance militaire. Les trois premiers groupes mondiaux de la chimie sont allemands (BASF, HOECHST, BAYER) : exemple de réussite d'une industrie diversifiée qui emploie 15 millions de personnes et constitue 38 % du PNB. Deux points noirs, le coût de

l'extraction minière et une politique énergétique dispendieuse, qui expliquent un indice de technostructure moyen.

C'est aussi un peu la contrepartie d'une première place mondiale pour les exportations industrielles : elle a été acquise sans que le rendement énergétique soit optimisé.

La situation de l'Allemagne reste contrastée : premier exportateur mondial certes, mais la reprise reste hésitante et les réformes du chancelier Schröder sont très mal admises dans un contexte de croissance atone (trois ans de stagnation) et de chômage massif. Autre point noir : un déficit qui viole les règles du pacte de stabilité.

Historique.

1273 : la couronne impériale revient aux Habsbourg.

1648 : le traité de Westphalie réduit le pouvoir de l'Empire et attribue la souveraineté à 343 Etats allemands. Le royaume de Prusse émerge comme puissance dominante.

1815 : création de la Confédération germanique présidée par l'empereur d'Autriche.

1850-1871 : formation de l'unité allemande sous l'impulsion de la Prusse et de son Premier ministre, Bismarck.

1871 : le II^{ème} Reich est proclamé. Une monarchie héréditaire est constituée, qui réunit tous les Etats allemands sous l'autorité d'un empereur, Guillaume I^{er}, roi de Prusse. C'est le début d'un réarmement intensif, et bientôt la naissance du pangermanisme.

1914-1918 : première guerre mondiale.

1918 : une révolution à Berlin pousse Guillaume II à abdiquer. La République est proclamée et, le lendemain, 11 novembre, l'armistice est signé à Rethondes.

1919 (28 juin) : signature du traité de Versailles qui enlève à l'Allemagne ses colonies et qui restitue la Sarre et l'Alsace-Lorraine à la France. Le 31 juillet, l'Assemblée constituante réunie à Weimar proclame la nouvelle constitution républicaine.

1920 (24 février) : fondation du Parti National Socialiste. Difficultés économiques dues aux écrasantes indemnités de guerre qui seront à l'origine de l'inflation record de 1923.

1924 : occupation de la Ruhr décidé par Poincaré.

1927 : effondrement économique.

1932 : élections présidentielles. Hindenburg est élu devant Hitler au second tour. Les nazis deviennent le principal parti du Reichstag.

1933 : Hindenburg offre à Hitler le poste de chancelier. Les partis politiques sont dissous, l'Allemagne quitte la SDN.

1934 (2 août) : Hitler est nommé chef de l'Etat après la mort d'Hindenburg. La conscription est rétablie l'année suivante.

1936 : remilitarisation de la Rhénanie.

1938 (12 mars) : annexion de l'Autriche (anschluss). La persécution des juifs s'intensifie.

30 septembre : accords de Munich ; les territoires des Sudètes sont attribués à l'Allemagne.

1939 : alliance militaire avec l'Italie puis pacte de non-agression avec l'URSS.

1939 : 1 septembre : invasion de la Pologne ; 3 septembre : déclaration de guerre par

l'Angleterre et la France.

1940 : axe Rome-Berlin-Tokyo. l'Allemagne envahit une grande partie de l'Europe et du pourtour méditerranéen. Bataille d'Angleterre.

1941 (22 juin) : les forces allemandes attaquent l'URSS. Les USA entrent en guerre.

1942 : siège de Stalingrad. Début de la contre-offensive soviétique.

1943 : débarquement allié en Europe. Capitulation de l'Italie.

1944 : l'Armée rouge entre en Pologne. Les Alliés débarquent en Normandie.

1945 (4 février) : la conférence de Yalta prévoit la division de l'Allemagne en quatre zones.

Les forces alliées et l'armée rouge entrent en Allemagne.

1945 (8 mai) : capitulation de l'Allemagne après le suicide d'Hitler le 30 avril.

1945 (17 juillet) : la conférence de Potsdam organise l'occupation du pays. Une commission de contrôle alliée administre le pays partagé en quatre zones.

1948 : fusion des zones anglaises et américaines dans le but de faciliter le redressement économique du pays; création du deutschmark. Les Soviétiques, partisans d'une politique de désindustrialisation, réagissent vivement par le blocus de Berlin. Mise en place par les Américains d'un pont aérien destiné à ravitailler le secteur occidental de la capitale.

1949 (23 mai) : création de la République fédérale d'Allemagne sur la zone occidentale.

30 mai : création de la République Démocratique Allemande sur la zone soviétique.

1955 : le statut d'occupation aboli, la RFA entre à l'OTAN. La RDA, souveraine, adhère au Pacte de Varsovie.

1957 (25 mars) : la RFA signe le traité de Rome qui instaure la CEE.

1961 (13 mars) : construction du mur de Berlin le long de la ligne de démarcation qui coupe la ville en deux, afin de mettre un terme à l'exode vers l'ouest de nombreux Allemands de la RDA.

1972 : dans le cadre de l'Ostpolitik, le chancelier social-démocrate de RFA, Willy Brandt reconnaît la RDA. Traité de normalisation entre les deux pays.

1973 : entrées de la RFA et de la RDA à l'ONU.

1987 : Erich Honecker est le premier dirigeant de RDA à se rendre en RFA.

1989 : alors que le rideau de fer se démantèle peu à peu dans les pays avoisinants, les manifestations et les exodes se multiplient en RDA, contraignant Honecker à démissionner.

1989 (9 novembre) : les frontières sont ouvertes et deux jours plus tard le mur de Berlin est franchi par des centaines de milliers d'Allemands de l'Est.

1990 : l'union monétaire est établie entre RDA et RFA. Le 3 octobre, l'Allemagne est unifiée. La CDU, avec Helmut Kohl, remporte les élections.

1991 : le gouvernement et le Bundestag sont transférés de Bonn à Berlin.

1994 : Roman Herzog est élu président de la République et H. Kohl remporte les élections.

1998 (27/10) : le SPD remporte les élections. Gerhard Schröder est élu chancelier (351 voix pour, 287 contre, 27 abstentions).

1999 (19/4) : 1^{ère} session du Bundestag à Berlin).

1999 (23/5) : Horst Köhler élu président.

2005 : élections initiées par Schröder. Angela Merkel, candidate CDU donnée favorite.

Géographie

Superficie : 356 700 Km². Population : 82 millions d'habitants dont 2,5 millions d'immigrés.
Densité : 230 hab/km². Depuis 1973, l'entrée est interdite aux étrangers autres que ceux de la CEE. Villes principales. Berlin (capitale) : 3 400 000 hab. Munich : 1 200 000 h. Cologne : 950 000 hab. Francfort : 636 000 hab. Stuttgart : 570 000 hab. Brème : 540 000 hab. Duisbourg, Leipzig, Hanovre, Dresde, Nuremberg : 500 000 hab.

Extrême sud : Alpes bavaroises (2 962 m). Sud : plateau bavarois des préAlpes (1 214 m).
Sud-ouest ; Forêt Noire d'origine hercynienne favorable à l'élevage laitier.

Centre Ouest : cultures fourragères dans la plaine du Rhin, massif schisteux, vallée de la Moselle, bassin de Cologne. Centre Est : prolongation des massifs hercyniens favorables à l'élevage et aux céréales dans le bassin de la Weser. Nord : grande plaine morainique bordée par des terrasses de loess avec des cultures de blé. Extrême NO: polders sur la mer du Nord.
Extrême nord-est : dépôts glaciaires. Bassins de Cologne et de Westphalie urbanisés.

Fleuves : Rhin (865 km), Elbe (725 km), Danube (650 km), Main (520 km), Moselle (240 km), Oder (160 km).

Politique.

République Fédérale : 16 Länder. Président de la République (Horst Köhler) élu pour cinq ans.
Chancelier (Gerhard Schröder) : responsable devant le Bundestag. Bundestag : 672 membres élus pour quatre ans au suffrage universel direct. Bundesrat : 68 membres nommés par les gouvernements des 16 Länder.

Langue parlée : allemand

Economie

Extraction de charbon (45 millions de tonnes.), mais coût important : 150 \$ la tonne.

Gaz naturel : 21 milliards de M³. Lignite 160 millions de tonnes.

Agriculture productive mais déficitaire d'environ 28 milliards de \$. La forêt couvre 30 % du territoire. Elevage : porcins (24 000 000 têtes) et bovins (16 000 000).

Productions végétales : orge (13 millions de tonnes), blé (19 millions de tonnes), pommes de terre (12 millions de tonnes).

Industrie, première de l'Europe : 38 % du PNB (28 % en France). Son importance est le double de la nôtre et elle emploie 15 millions de personnes.

Coût de la réunification : 1,5 % du PIB pendant dix ans, considéré comme un investissement.

Déficit budgétaire chronique mais les excédents commerciaux sont importants.

Monnaie : l'Euro.

Synthèse économique

Population : 82 millions. De 0 à 14 ans : 16 % ; 65 ans et plus : 15,4 %.

Croissance démographique : 0,2 %. Indice de fécondité : 1,5 enfant par femme.

Espérance de vie : 77 ans.

PIB 03 (1) : 2 074 Mds \$. Stagnation depuis deux ans.

PIB 05 : 2 229 Mds \$ (1^{er} trim).

Croissance annuelle du PIB : 02 (0,1 %), 03 (-0,1 %), 04 (1,2 %), 05 (1,4 %).

PIB 98 par habitant en PPA : 21 400 \$. (PPA : Parité de pouvoir d'achat)

Taux de chômage : 9,2 % (04).

Taux d'inflation : 1 % (03), 1,7 % (04).

Taux d'épargne des ménages : 11,1 (04) %, 10,7 % (03).

Prélèvements en % du PIB : 40 %.

Structure du PIB (en %) :

- agriculture : 1,5 % - industrie : 38 % - services : 60,5 %.

Epargne nationale brute (% PIB) : 20,4 % (04).

Montant des exportations (1) : 870 Mds \$ (03), 1 032 Mds \$ (04), 1 152 Mds \$ (05).

Montant des importations (1) : 765 Mds \$ (03), 897 Mds \$ (04), 996 Mds \$ (05).

Dette publique brute : 04 (64 % du PIB), 96 (61 %), 97 (62,4 %).

Déficit public : 02 (- 3,7 % du PIB), 03 (- 3,8 %), 04 (- 3,9 %).

Balance des opérations courantes : 54,8 Mds \$ (03), 89,1 Mds \$ (04), 11 Mds\$ (05).

Capitalisation boursière : 60 % du PIB.

Production d'énergie : 140 Millions de TEP (2).

Consommation d'énergie par habitant : 4,3 TEP (2).

Indice de développement (3) : 47.

Qualité des statistiques : fiable.

(1) en milliards de \$.

(2) TEP : Tonne Equivalent Pétrole.

(3) Suisse : indice 100

Sources : chiffres, prévisions et perspectives OCDE 2004.

Défense (Allemagne)

Budget (1) : 25 Mds. \$

Effectifs : 284 000 hommes (estim.). Réservistes : 410 000 h.

Armée de terre : 191 000 h. Aviation : 67 000 h. Marine : 26 000 h.

Matériels.

Terre.

Chars : 2 400 environ dont 1 700 Léopard II. Véhicules blindés : environ 2 500 de combat et 4 000 de transport. Artillerie automotrice : 570 de 155 mm, 150 MLRS (lance-roquettes multiples), 370 Guépards antiaériens. Hélicoptères : environ 650 dont 200 d'attaque.

Missiles anti-chars : 1 900 Milan, 130 Tow automoteurs. Missiles anti-aériens : 240 Roland, 230 Stinger, 210 Hawk, 280 Patriot.

Air.

Avions de combat : environ 400 avions de combat dont 150 F-4, 270 Tornado,

Hel : 86.

Mer.

Sous-marins classiques : 12 avec torpilles lourdes de 533 mm.

Destroyer : 1 avec missiles surface Harpoon, torpilles légères et canon de 127 mm.

Frégates : 12 avec 2 hélicoptères Lynx, des missiles Harpoon et des torpilles anti-sous-marines.

Vedettes lance-missiles : environ 35 avec missiles Exocet et torpilles.

Transport aérien (projection de puissance).

Environ 80 Transall, 4 Boeing 707, 17 divers, 130 hélicoptères.

Indice de puissance militaire : C1

Le pari de la réunification maintenant gagné, l'Allemagne confirme sa place de première puissance militaire classique européenne.